

même temps, a assuré indirectement la solution du problème du chômage. Durant la guerre, alors que la moitié et souvent plus de notre production servait aux fins de la guerre et que peut-être plus de la moitié de cela était envoyé outre-mer sous forme de matériel de guerre, la population du pays vivait mieux, dans l'ensemble, que jamais par le passé. Voilà qui montre que ce n'est pas l'entreprise privée, ni aucune solution magique offerte par le Gouvernement qui a résolu le problème mais plutôt le fait que pour la première fois depuis des années le gouvernement devait utiliser à une fin précise les ressources et la puissance du pays. Alors même que la réalisation de ce but précis occupait la meilleure partie de la population, les jeunes les plus capables de travailler, et enlevait à notre économie plus de la moitié de ce qu'elle produisait, l'effort ainsi accompli avait pour résultat accessoire d'assurer à la population du pays un niveau de vie plus élevé que jamais par le passé.

Telle était la situation au début de 1945. Qu'est-il alors survenu? La fin de la guerre a amené la disparition de la prétendue prospérité. Nous étions encore capables cependant d'accorder des dons purs et simples et de consentir pour des millions de dollars de prêts après la guerre. En dépit de ces dons, de ces prêts, et bien que la moitié de notre production fût destinée à d'autres fins que la consommation intérieure, nous avons continué à fournir à la population du pays des biens et des services dans une plus grande mesure qu'avant la guerre.

Il en a été ainsi jusqu'en 1949. On exerçait en divers milieux depuis quelque temps déjà de fortes pressions (certaines s'exerçaient à la Chambre) pour que soient supprimées les réglementations du temps de guerre. Il y en a qui affirmait qu'il fallait revenir le plus tôt possible à une situation normale. Je n'ai jamais pu savoir exactement ce qu'ils entendaient par normale. Cependant, ils désiraient l'abolition de toutes les régies et le retour au régime de la libre entreprise. C'est pourquoi en 1949 le chômage a de nouveau commencé à se faire sentir au pays.

Puis vint la guerre de Corée. Une des questions que les députés du côté ministériel n'aiment guère mentionner, c'est que nous avions déjà commencé en 1949 à nous ressentir du chômage. Qu'est-il arrivé par suite de la guerre de Corée? Le budget de notre défense nationale a atteint plus de deux milliards de dollars. De nouveau, près de la moitié du potentiel de notre pays était consacré à des fins de guerre. De nouveau notre économie a reçu un reconstituant; le chômage a commencé à disparaître et la prospérité est revenue. Il a fallu une grande guerre et

une autre moins importante, en l'espace de quinze ans, pour ouvrir les barrages financiers de notre pays, qui avaient tari les sources de nos moyens d'échanges, ce qui nous a permis d'obtenir les marchandises et les services qui étaient à notre portée depuis que le Canada existe. Ce sont là des choses qu'il faut reconnaître. Nous ne sommes peut-être pas tous du même avis quant à la façon de régler le problème, mais nous devrions au moins reconnaître les faits tels qu'ils sont.

La fin des hostilités en Corée a soulagé des millions de gens à travers le monde. Nous espérons pouvoir conserver la paix. Nous pourrions maintenant aborder les nombreux problèmes d'ordre social qui se posent dans notre pays et consacrer nos efforts à l'essor et à l'amélioration de notre pays, qui est l'un des plus grands au monde. Mais que constatons-nous? Au lieu de connaître une période de prospérité plus grande que jamais, vers laquelle pointent tous les facteurs d'ordre économique et matériel, nous constatons que nous nous acheminons de nouveau vers ce que certains appellent une régression, mais que d'autres désignent du nom horrible de crise. Appelons les choses par leur nom. Nous nous acheminons vers la crise; à moins que le Gouvernement ne soit disposé à prendre les mesures nécessaires nous serons en pleine crise avant qu'il se décide à la reconnaître.

Nous comptons en ce moment,—et je cite un chiffre rond,—environ un demi-million de chômeurs. Les députés ministériels soutiennent qu'il n'y en a pas autant que cela, mais les représentants ouvriers prétendent que leur nombre dépasse ce chiffre. Mais même en nous tenant aux chiffres indiqués par le ministre du Travail (M. Gregg),—qui a déclaré que le nombre de demandes de travail dans les divers bureaux de placement à travers le Canada dépassaient 500,000,—et en tenant compte de répétitions dans certains cas, on peut facilement dire que le nombre de chômeurs au Canada atteint environ un demi-million.

Ces chiffres représentent près de 10 p. 100 des effectifs ouvriers du pays. Il ne suffit pas de hausser les épaules ni de faire un geste évasif, en disant qu'il s'agit uniquement de chômage saisonnier. Que constatons-nous en ce moment, alors que le printemps approche et que le chômage saisonnier devrait disparaître? Nous constatons que les mises en chômage se poursuivent. Le nombre des chômeurs augmente au lieu de diminuer. Ce fait prouve en lui-même que le chômage n'est pas un problème essentiellement saisonnier, mais qu'il est dû à une des faiblesses de notre régime économique.

Il y en a qui disent: "Il est très bien de parler de procurer de l'emploi à la population, mais peut-être qu'il n'y a pas assez